

## *Aux parents de nos élèves*

Madame, Monsieur,

### **Nous serons en grève le 20 novembre, comme l'ensemble des personnels de la Fonction Publique et de l'Education nationale.**

Ce qui nous préoccupe d'abord, c'est la réussite scolaire de tous vos enfants. Aujourd'hui encore trop d'élèves connaissent des difficultés. Des solutions existent pour faire évoluer l'école. Nous souhaitons faire évoluer notre métier pour travailler mieux et autrement. Mais les choix du gouvernement compromettent cet avenir. La suppression de 11 200 postes dans l'Education nationale ne peut répondre aux exigences de la réussite de tous !

Dans les écoles, la création de 700 postes pour 35 800 élèves supplémentaires est insuffisante : elle correspond à la création d'un poste d'enseignant pour 54 élèves.

Les recrutements sont également en baisse. Les conditions de travail et d'enseignement dans les écoles vont se dégrader : plus d'élèves dans les classes, baisse de la scolarisation des moins de 3 ans, moins d'enseignants spécialisés pour aider vos enfants, des remplacements non assurés, une baisse de la formation continue des enseignants pourtant indispensable pour une éducation de qualité.

D'autre part, la dégradation du pouvoir d'achat, que chacun connaît, n'est plus acceptable. Si les fédérations de fonctionnaires et de l'éducation ont décidé d'appeler à la grève le 20 novembre, après des semaines de sollicitations, c'est que le gouvernement refuse de prendre en compte leurs revendications : une véritable politique de l'emploi public, la garantie d'un service public de qualité sur tout le territoire ainsi qu'une amélioration du pouvoir d'achat des agents de la Fonction Publique. La défense du pouvoir d'achat des fonctionnaires est une garantie pour l'ensemble des salariés.

En défendant les services publics de qualité et de proximité, nous défendons l'intérêt général : l'école, la poste, les transports, les hôpitaux, l'administration, la justice, l'énergie... doivent répondre aux besoins de tous, de façon égalitaire sur l'ensemble du territoire. Qui peut croire, selon la formule du premier Ministre que « moins de services, moins de personnels, moins d'Etat » peut améliorer notre société ?

**C'est pour toutes ces raisons que nous serons en grève le mardi 20 novembre. Nous comptons sur votre soutien et votre compréhension.**



## *Aux parents de nos élèves*

Madame, Monsieur,

### **Nous serons en grève le 20 novembre, comme l'ensemble des personnels de la Fonction Publique et de l'Education nationale.**

Ce qui nous préoccupe d'abord, c'est la réussite scolaire de tous vos enfants. Aujourd'hui encore trop d'élèves connaissent des difficultés. Des solutions existent pour faire évoluer l'école. Nous souhaitons faire évoluer notre métier pour travailler mieux et autrement. Mais les choix du gouvernement compromettent cet avenir. La suppression de 11 200 postes dans l'Education nationale ne peut répondre aux exigences de la réussite de tous !

Dans les écoles, la création de 700 postes pour 35 800 élèves supplémentaires est insuffisante : elle correspond à la création d'un poste d'enseignant pour 54 élèves.

Les recrutements sont également en baisse. Les conditions de travail et d'enseignement dans les écoles vont se dégrader : plus d'élèves dans les classes, baisse de la scolarisation des moins de 3 ans, moins d'enseignants spécialisés pour aider vos enfants, des remplacements non assurés, une baisse de la formation continue des enseignants pourtant indispensable pour une éducation de qualité.

D'autre part, la dégradation du pouvoir d'achat, que chacun connaît, n'est plus acceptable. Si les fédérations de fonctionnaires et de l'éducation ont décidé d'appeler à la grève le 20 novembre, après des semaines de sollicitations, c'est que le gouvernement refuse de prendre en compte leurs revendications : une véritable politique de l'emploi public, la garantie d'un service public de qualité sur tout le territoire ainsi qu'une amélioration du pouvoir d'achat des agents de la Fonction Publique. La défense du pouvoir d'achat des fonctionnaires est une garantie pour l'ensemble des salariés.

En défendant les services publics de qualité et de proximité, nous défendons l'intérêt général : l'école, la poste, les transports, les hôpitaux, l'administration, la justice, l'énergie... doivent répondre aux besoins de tous, de façon égalitaire sur l'ensemble du territoire. Qui peut croire, selon la formule du premier Ministre que « moins de services, moins de personnels, moins d'Etat » peut améliorer notre société ?

**C'est pour toutes ces raisons que nous serons en grève le mardi 20 novembre. Nous comptons sur votre soutien et votre compréhension.**

